



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
6 mai 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Commission du commerce et du développement
Deuxième session
Genève, 3-7 mai 2010

**Projet de rapport de la Commission du commerce
et du développement sur sa deuxième session**

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président	2
A. Stratégies de commerce et de développement permettant d'atténuer l'impact de la crise économique et financière mondiale	2
B. Contribution du tourisme au commerce et au développement	3

Résumé du Président

A. Stratégies de commerce et de développement permettant d'atténuer l'impact de la crise économique et financière mondiale

(Point 4 de l'ordre du jour)

1. Le secrétariat a présenté sa note intitulée «Stratégies de commerce et de développement permettant d'atténuer l'impact de la crise économique et financière mondiale» (TD/B/C.I/7). Les difficultés économiques profondes résultant de la crise mondiale avaient touché tous les pays et entraîné une «crise du développement» dans les pays en développement, comme le montrait la détérioration d'un certain nombre d'indicateurs économiques et sociaux faisant notamment ressentir l'ampleur et l'aggravation de la pauvreté, du chômage, de la faim et de la malnutrition, et la dégradation de l'environnement. Le déclin et la reprise ensuite du commerce mondial s'observaient dans tous les secteurs économiques, et les tendances générales étaient les mêmes pour le commerce des marchandises et pour celui des services. Les rapatriements de fonds avaient baissé de 6 % pour s'établir à 316 milliards de dollars en 2009, ce qui avait pesé sur les perspectives de croissance des pays en développement qui en étaient tributaires. Les données préliminaires indiquaient que le commerce mondial progresserait en 2010, mais la reprise naissante montrait déjà certains signes de faiblesse.

2. Les mesures d'atténuation de la crise et les plans de relance anticycliques qui avaient aidé à contenir la crise et qui favorisaient la reprise consistaient notamment: a) à accroître le financement pour le commerce; b) à mettre en œuvre des plans de relance et de sauvetage; c) à renforcer les mesures de réforme de la réglementation et des institutions; d) à améliorer la production et la compétitivité; e) à améliorer et à réexaminer les accords multilatéraux et régionaux pour assurer aux exportations des pays en développement un plus large accès aux marchés et pour ménager la marge d'action nécessaire pour le développement; et f) à renforcer le commerce Sud-Sud. Les plans de relance et de sauvetage, qui représentaient au total un montant de 2 600 milliards de dollars pour 59 pays, en étaient un élément majeur. La note citait l'exemple de pays comme la Chine, Maurice, l'Afrique du Sud et la République de Corée, qui avaient à la fois pris des mesures pour sauver les secteurs financier et économique et adopté des réformes structurelles globales et plus profondes à moyen et à long terme pour renforcer leur compétitivité et leur productivité. Pour développer la production, des politiques dynamiques dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services étaient appliquées. Ces mesures visaient à favoriser: a) la création d'emplois; b) la formation de capital humain et le développement des technologies; c) le renforcement des infrastructures, des institutions et des capacités productives; d) l'aide aux petites et moyennes entreprises (PME); et e) la diversification des produits et des marchés d'exportation. Elles permettaient aussi de combler les retards en termes de production tout en réduisant les émissions de carbone et leurs conséquences environnementales. Ces mesures mettaient en exergue l'importance du rôle volontariste et actif de l'État dans le développement.

3. De nombreux pays s'étaient efforcés aussi de trouver et de produire de nouveaux produits compétitifs et d'exploiter de nouveaux marchés. On considérait que les pays devaient trouver un juste équilibre entre la demande extérieure et la demande intérieure en tant que sources de croissance. La croissance tirée par les exportations restait une stratégie essentielle, particulièrement pour les pays en développement ayant un marché de petite taille. Il convenait d'examiner et de pallier les conséquences des mesures restrictives pour le commerce prises durant la crise, en particulier pour certains secteurs et certains pays. Les pays en développement, surtout les moins avancés (PMA), sans les ressources adéquates

pour mettre en œuvre des politiques anticycliques avaient besoin de l'appui de la communauté internationale.

4. La crise donnait l'occasion d'engager l'économie mondiale dans un processus de croissance plus propre et de développement durable. Il existait quatre moyens de parvenir à une croissance «verte»: a) accroître l'efficacité énergétique (qui souvent s'accompagnait ou résultait de l'efficacité des matériaux et des ressources); b) intégrer l'agriculture durable, notamment l'agriculture biologique; c) tirer parti des technologies de mise en valeur des énergies renouvelables hors réseau, surtout dans l'optique d'un développement rural durable; et d) développer un secteur tertiaire durable.

5. On considérait qu'il fallait éviter une stratégie de sortie brutale qui pourrait avoir des conséquences préjudiciables aux niveaux national et mondial. Mais les déficits budgétaires et l'endettement risquaient de devenir intenable. Le soutien apporté aux entreprises et aux secteurs défaillants pouvait favoriser l'apparition de grands acteurs, avec ce que cela impliquait en termes de compétitivité et de concurrence. Ces questions devaient être prises en compte, y compris dans le cadre du droit et des politiques de la concurrence.

B. Contribution du tourisme au commerce et au développement

(Point 5 de l'ordre du jour)

6. Le secrétariat a présenté sa note intitulée «Contribution du tourisme au commerce et au développement» (TD/B/C.I/8), qu'il a résumée dans ses grandes lignes. Le tourisme mondial s'était développé et diversifié au point de devenir l'un des secteurs économiques les plus dynamiques, qui rapportait chaque jour 3 milliards de dollars et dont bénéficiaient tous les pays. Pour développer ce secteur et en assurer la pérennité, il fallait non seulement résoudre des problèmes économiques mais aussi renforcer la responsabilité sociale et promouvoir le passage à une économie verte. Parmi tous les bons résultats enregistrés par le secteur du tourisme ces dernières années, le plus encourageant était celui des pays en développement, qui avaient affiché la plus forte hausse du nombre d'entrées. Aujourd'hui, ces pays accueillaient 40 % des touristes internationaux et percevaient 30 % des recettes touristiques mondiales. Le secteur avait enregistré une croissance constante, avec 922 millions d'entrées de touristes en 2008, et sa contribution au produit intérieur brut (PIB) mondial dépassait 5 %. Le tourisme était pour les pays en développement leur premier poste d'exportations de services, puisqu'il représentait 7 % de leurs exportations de biens et de services et 45 % de leurs exportations de services commerciaux. Pour les PMA, ces deux valeurs étaient supérieures – 9 % et 65 %, respectivement – et pour certains le tourisme avait été un facteur clef pour sortir de la catégorie des PMA. Le secteur du tourisme et des activités liées au tourisme créait de nombreux emplois (220 millions de postes de travail, soit 8 % de l'emploi), y compris pour les pauvres, les femmes et les jeunes. Ce secteur pouvait contribuer à atténuer le chômage induit par la crise. La crise financière mondiale avait entraîné un retournement brutal de la croissance du tourisme, avec une contraction de 4 % des entrées de touristes internationaux. Mais le secteur avait renoué avec la croissance au dernier trimestre de 2009 et on attendait une progression annuelle de 4 % des entrées de touristes internationaux, dont le nombre pourrait atteindre 1,6 milliard en 2020.

7. Le secteur touristique entretenait avec d'autres branches d'activité économique des relations ayant un effet multiplicateur qui générait de nombreux avantages économiques pour le pays, créait des emplois et faisait reculer la pauvreté au niveau local. De nombreux pays en développement s'attachaient à diversifier leur offre touristique pour renforcer ces liens. Pour développer les relations intersectorielles, qui incluaient aussi l'agriculture, il fallait des stratégies nationales efficaces fondées sur un cadre directif, réglementaire et institutionnel assorti de mesures suffisamment incitatives pour stimuler le développement

d'une capacité nationale au niveau de l'offre. Dans de nombreux pays en développement, en particulier les PMA et autres pays économiquement peu diversifiés, dont les petits États insulaires en développement, le phénomène des fuites était un problème grave auquel il fallait remédier. Les gouvernements et autres acteurs pouvaient renforcer les liens du secteur touristique en aval et en amont avec d'autres branches d'activité nationales afin d'être moins tributaires d'importations de biens et de services, et de réduire substantiellement l'ampleur des fuites. Ils pouvaient aussi élaborer des stratégies pour renforcer le pouvoir de négociation de leurs compagnies aériennes, de leurs voyagistes et de leurs hôteliers face aux agences et aux voyagistes étrangers plus puissants, et lutter contre les pratiques anticoncurrentielles qui pesaient sur le développement du tourisme.

8. Les perspectives de croissance à long terme pour le secteur touristique des pays dépendaient de la réalisation de certains objectifs environnementaux. Repenser le produit «tourisme» en tant que tel permettrait d'atténuer les incidences de l'activité touristique sur les ressources environnementales. L'écotourisme, un modèle pour rendre le secteur plus durable, représenterait selon les estimations près de 20 % du marché international du tourisme et il offrait des débouchés économiques reposant sur des activités touristiques locales de taille modeste. Le secteur du tourisme s'adaptait aussi aux changements climatiques en se tournant vers l'économie verte. Au niveau international, le tourisme intrarégional et interrégional, particulièrement entre pays en développement, pouvait être favorisé par des accords de commerce et de coopération. Une grande partie des activités touristiques – près de 80 % – s'effectuaient au niveau intrarégional, y compris le tourisme Sud-Sud intrarégional. Les autres grands défis consistaient notamment: a) à répondre à la demande de plus en plus forte de normes internationales pour les services de tourisme; b) à éviter les mises en garde inexacts et excessives dans les conseils officiels aux voyageurs, qui pouvaient avoir d'importantes répercussions sur les recettes touristiques des pays concernés; c) à assurer des conditions de travail décentes aux personnes employées dans le secteur du tourisme; et d) à faire progresser les négociations de Doha pour réduire les obstacles à l'accès aux marchés, y compris concernant le mode 4. Il convenait de rappeler que plusieurs programmes de la CNUCED concouraient au renforcement des capacités dans le secteur du tourisme, comme le programme pour le commerce durable dans le cadre de l'initiative BioTrade et les examens de la politique nationale relative aux services, y compris pour les services de tourisme.
